



Séance publique du: 23 octobre 2014

Annonce publique et convocation des conseillers: 16 octobre 2014

Membres présents: M. HEISBOURG Joseph, bourgmestre, M. STEICHEN Frank, M. DICKEN Nicolas, échevins, Mme BEISSEL-ERNST Marie-Louise, M. ERNST René, Mme OLINGER Peggy, M. RIES Jean, Mme BLOOMER Tracy, conseillers, M. JUNG Luc, secrétaire.

Membre absent: a) excusé: Mme DOS SANTOS OLIVEIRA

Point de l'ordre du jour: 02

Objet: Règlement de police

Le Conseil Communal,

Revu la délibération du conseil communal du 20 novembre 2013 portant vote d'un règlement de police ;

Revu les observations du ministère de l'intérieur du 8 juillet 2014 ;

Considérant l'avis donné par le conseiller juridique de la commune ;

Considérant l'avis donné par Monsieur le Commissaire de district de Grevenmacher ;

Considérant que le texte initial a été changé conformément aux avis et observations précités ;

Vu l'article 107 de la Constitution ;

Vu les articles 49 et 50 du décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités ;

Vu l'article 3, titre XI, du décret du 16-24 août 1790 sur l'organisation judiciaire ;

Vu la loi modifiée du 27 juin 1906 concernant la protection de la santé publique ;

Vu la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, telle qu'elle a été modifiée et complétée par la suite ainsi que l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, tel qu'il a été modifié par la suite ;

Vu la loi modifiée du 19 novembre 1975 portant augmentation du taux des amendes à prononcer par les tribunaux répressifs ;

Vu la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit ;

Vu la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la direction de la Santé ;

Vu la loi du 15 mars 1983 ayant pour objet d'assurer la protection de la vie et le bien-être des animaux ;

Vu la loi modifiée du 16 juillet 1987 concernant le colportage, la vente ambulante, l'étalage de marchandises et la sollicitation de commandes ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Vu la loi modifiée du 29 juin 1989 portant réforme du régime des cabarets ;

Vu la loi du 13 juin 1994 relative au régime des peines ;

Vu la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un corps de police grand-ducale et d'une inspection générale de la police ;

Vu la loi modifiée du 30 juillet 2002 règlementant certaines pratiques commerciales, sanctionnant la concurrence déloyale et transportant la directive 97/55/CE du Parlement Européen et du Conseil modifiant la directive 84/450/CEE sur la publicité trompeuse afin d'y inclure la publicité comparative ;

Vu loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;

Vu la loi modifiée du 9 mai 2008 relative aux chiens ;

Vu la loi du 21 mars 2012 relative à la gestion des déchets ;

Vu le règlement grand-ducal du 16 novembre 1978 concernant les niveaux acoustiques pour la musique à l'intérieur des établissements et dans leur voisinage ;

Vu le règlement grand-ducal modifié du 13 février 1979 concernant le niveau de bruit dans les alentours immédiats des établissements et des chantiers ;

Vu l'arrêté grand-ducal du 15 septembre 1939 concernant l'usage d'appareils radiophoniques, des gramophones et haut-parleurs ;

Vu le règlement ministériel modifié du 28 janvier 1985 déterminant les mesures nécessaires pour parer à la propagation de la rage et conditionnant la circulation, l'importation et l'exportation des chiens et chats ;

Vu l'avis du médecin de la direction de la Santé, ayant dans ses attributions l'inspection sanitaire du 29 octobre 2013 ;

Après avoir délibéré et voté conformément à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988

décide avec 7 voix oui et 1 voix non

d'arrêter le règlement de police ci-après étayé et de confirmer l'amende de 2500 € prévue à l'article 72 pour vandalisme et malice par le présent texte



# **CHAPITRE 1. – Sûreté, salubrité et commodité du passage dans les rues, places et voies publiques.**

## **Section 1 Définition de la voie publique.**

### **Article 1er**

Toute personne qui fait usage de la voie publique en contravention aux lois et règlements ou qui gênerait la circulation est tenue de se conformer immédiatement aux ordres des agents des forces de l'ordre.

Pour les besoins de la présente, la voie publique est définie conformément au règlement grand-ducal du 18 mars 2000 modifiant l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, à savoir :

Toute l'emprise d'une route ou d'un chemin ouvert à la circulation publique comprenant la chaussée, les trottoirs, les accotements et les dépendances, y inclus les talus, les buttes antibruit et les chemins d'exploitation nécessaires à l'entretien de ces dépendances.

Les places publiques, les pistes cyclables et les chemins pour piétons, la zone piétonne et les parkings font également partie de la voie publique.

## **Section 2 Circulation**

### **Article 2**

Il est défendu d'entraver la libre circulation sur la voie publique sans motif légitime ou sans autorisation spéciale.

Les cortèges devant circuler sur la voie publique sont à déclarer au bourgmestre au moins huit jours avant la date prévue par les organisateurs.

### **Article 3**

Il est interdit de stationner sur la voie publique des véhicules automoteurs destinés à la vente ou à la revente sans immatriculation conforme à la réglementation en vigueur.

### **Article 4**

Les personnes rassemblées sur la voie publique qui attendent un moyen de transport en commun, devront se ranger en file de façon à ne pas entraver la circulation. Elles sont tenues de se conformer aux ordres des agents des forces de l'ordre.

### **Article 5**

Il est défendu d'occuper la voie publique pour y exercer une profession, une activité industrielle, commerciale, artisanale ou artistique, sans y être autorisé par le collège des bourgmestre et échevins. L'autorisation peut être assortie de conditions de nature à maintenir la liberté et la commodité du passage, la sécurité publique, la tranquillité publique et la salubrité publique.

### **Article 6**

Les distributeurs de tracts, annonces, affiches volantes et insignes ne peuvent interpellier, accoster ou suivre les passants, ni entraver la libre circulation sur la voie publique.

#### Article 7

Le droit d'exploiter une terrasse devant un café, restaurant, hôtel ou autre, doit être autorisé par écrit au préalable par le bourgmestre. Cette autorisation prescrira les conditions d'aménagement qui seront jugées nécessaires pour garantir la sûreté publique et la commodité du passage. La bande libre destinée à la circulation des piétons devra avoir une largeur minimum d'un mètre. L'autorisation doit être affichée.

L'autorisation d'exploiter une terrasse est retirée après un premier avertissement dans un délai de trois semaines en cas d'inobservation des dispositions du présent article ou des conditions d'aménagement prévues dans l'autorisation.

Les terrasses ne peuvent être installées que du 1<sup>er</sup> avril, ou du jour de Pâques au cas où Pâques aurait lieu avant le 1<sup>er</sup> avril au 1<sup>er</sup> novembre. Les éléments de terrasse doivent être rentrés le soir pour 01.00 heure au plus tard.

#### Article 8

Les trottoirs et autres parties de la voie publique qui en tiennent lieu sont réservés à la circulation des piétons. Il est notamment défendu :

- d'y faire circuler des véhicules quelconques et des animaux pouvant compromettre la sûreté ou la commodité du passage,
- d'y déposer ou d'y transporter, sans nécessité, des objets qui par leur forme, leurs dimensions ou leur nature peuvent embarrasser la voie,
- d'y accomplir des actes qui entravent ou empêchent la circulation ou qui peuvent donner lieu à des accidents,
- d'y exécuter, sans nécessité, des travaux qui peuvent détériorer les trottoirs ; en cas de détérioration des trottoirs ceux-ci doivent être remis en état par les soins et aux frais de celui qui a ordonné les travaux.

Il est fait exception à cette défense :

- a) pour les animaux et véhicules devant traverser le trottoir pour entrer dans les bâtiments ou propriétés, ou pour en sortir, à condition de marcher au pas et de ne pas s'y arrêter,
- b) pour les voitures d'enfants ou de malades,
- c) pour les étalages de vente et pour les terrasses de café, d'hôtel, de restaurant ou autres dont l'établissement a été autorisé.

#### Article 9

Lors de manifestations nécessitant des mesures de police spéciales et lors de travaux d'aménagement ou d'entretien du domaine public, les terrasses doivent être enlevées sur première réquisition du bourgmestre, sans que l'exploitant puisse demander une indemnité.

#### Article 10

En cas d'inobservation des dispositions de l'article 8 ou d'autres dispositions légales et réglementaires, l'autorisation pour une terrasse prévue à l'article 7 du présent règlement de police est retirée conformément à la procédure y prévue.

#### Article 11

Il est interdit de procéder sur la voie publique à l'étalage et à l'exposition de denrées, de marchandises ou d'autres objets, sauf autorisation du bourgmestre.

L'installation sur ou en bordure de la voie publique d'échoppes, de kiosques, de panneaux publicitaires, de comptoir de vente, d'installations frigorifiques ou de stands mobiles est également soumise à l'autorisation du bourgmestre. Ces



installations doivent être amovibles et purement superficielles. Leur profondeur ne peut pas dépasser deux mètres et cinquante centimètres. Ils ne peuvent entraver les entrées particulières des immeubles.

L'autorisation délivrée par le bourgmestre est temporaire et révocable. Elle détermine la disposition, l'emplacement et l'envergure des installations et aménagements sur la voie publique ou donnant sur la voie publique.

Les guichets et les distributeurs automatiques de marchandises destinées au commerce et donnant sur la voie publique ou directement accessibles à partir de celle-ci, sont interdits.

#### Article 12

Les objets mobiliers pour terrasses, échoppes, kiosques, comptoir de vente, installations frigorifiques et stands mobiles doivent être enlevés chaque soir. L'impétrant est entièrement responsable des dommages qui pourraient résulter du placement mobilier sur la voie publique.

#### Article 13

En dehors du périmètre de construction, la circulation avec véhicules automoteurs n'est autorisée que sur les voies publiques goudronnées non fermées par des barrières ou autres dispositifs.

Les cyclistes peuvent en outre utiliser les chemins non goudronnés et non fermés par des barrières ou autres dispositifs.

Il appartient au bourgmestre d'accorder des dérogations aux interdictions prévues par le présent article.

Dans le cadre de leur mission, tous les services publics sont dispensés des prédites interdictions.

### **Section 3 Salubrité**

#### Article 14

Sans préjudice des autorisations délivrées en vertu d'autres dispositions légales ou réglementaires, il est interdit d'encombrer sans nécessité les rues, les places ou toutes autres parties de la voie publique, soit en y procédant à des travaux quelconques, soit en y déposant ou en y laissant des matériaux ou tout autre objet. Les marchandises ou matériaux, déchargés ou destinés à être chargés, doivent être immédiatement éloignés de la voie publique, après quoi celle-ci doit être débarrassée de tous les déchets ou ordures.

#### Article 15

Tout véhicule qui n'est pas en état de marche doit être retiré dans les cinq jours ouvrables de la voie publique. Les véhicules abandonnés sur le domaine public ou sur un domaine réservé à une destination d'intérêt public seront transportés et déposés d'office sur un lieu de dépôt aux frais, risques et périls et sous la seule responsabilité du propriétaire.

Tout véhicule non immatriculé trouvé dans un endroit public sera enlevé conformément à la procédure spéciale prévue à l'article 29 de la loi du 21 mars 2012 relative à la gestion des déchets.

#### Article 16

L'état d'abandon existe lorsque le véhicule est stationné pendant plus d'un mois à un même endroit sur la voie publique et que soit son propriétaire ou détenteur n'a

pu être contacté par la police grand-ducale, soit que son propriétaire ou détenteur n'a pas obtempéré à l'injonction d'enlever le véhicule, soit que le véhicule compromet la tranquillité publique, l'hygiène publique ou l'esthétique des sites et paysages.

#### Article 17

Il est interdit de souiller la voie publique ou un terrain privé de quelque manière que ce soit et, sous réserve des dispositions du règlement sur les déchets, d'y jeter, déposer ou abandonner des objets quelconques et de déverser ou jeter sur les terrains incultes ou non, quelque matière, objet ou produit nuisible à la santé ou à l'hygiène.

Il est fait exception aux précédentes prescriptions pour le compostage de déchets organiques, ceci conformément aux conditions ci-après énumérées :

- le tas de compostage doit se trouver à 3 mètres au moins des terrains voisins ;
- il ne doit pas dépasser une taille de 1,5 m<sup>3</sup>, sauf s'il se trouve à une distance supérieure à 5 mètres des terrains voisins ;
- il ne doit pas en découler des eaux malsaines ou puantes sur les terrains voisins.

#### Article 18

Il est interdit :

- de jeter ou de laisser s'écouler sur les voies et places publiques, et sur tous terrains, ainsi que dans les canalisations et égouts, des eaux ménagères, des liquides sales quelconques et en général des matières pouvant compromettre la salubrité publique ou la sécurité de passage,
- de jeter, d'apposer ou de déposer sur la voie publique des tracts, annonces, affiches volantes et autres insignes.

#### Article 19

Il est interdit d'uriner sur la voie publique.

#### Article 20

Tout propriétaire de terrain est obligé de tenir son terrain dans un état de propreté. Dans le cas contraire, le bourgmestre fixera le délai dans lequel les travaux de nettoyage devront être exécutés.

A défaut, la commune pourvoira à l'exécution des travaux aux frais du propriétaire concerné, lequel restera responsable de toutes autres conséquences liées à cette absence de propreté.

#### Article 21

Les occupants d'une habitation sont tenus de maintenir en état de propreté les trottoirs et les rigoles se trouvant devant leurs immeubles.

#### Article 22

Il est interdit de déposer des ordures ménagères dans les poubelles publiques, respectivement de déposer des déchets à côté des poubelles publiques.

#### Article 23

Les propriétaires ou gardiens de chiens doivent éviter que ceux-ci ne salissent par leurs excréments les trottoirs, les voies et places faisant partie d'une zone résidentielle ou d'une zone piétonne, les places ou aires de jeux, les aires de verdure publique, les pistes cyclables ainsi que les constructions se trouvant aux abords. Les excréments doivent être enlevés par le propriétaire du chien.



## **Section 4 Sûreté publique**

### **Article 24**

Tous travaux présentant quelque danger pour les passants doivent être indiqués par un signe bien visible, avertisseur du danger. Si ces travaux présentent un danger particulier, le bourgmestre peut prescrire des précautions supplémentaires appropriées.

### **Article 25**

Sans préjudice des dispositions du règlement sur les bâtisses, les trous et excavations se trouvant aux abords de la voie publique doivent être solidement couverts ou clôturés par ceux qui les ont ouverts.

### **Article 26**

Il est défendu, dans les rues, voies et places publiques, de lancer et de faire éclater des matières fumigènes, fulminantes ou explosives, puantes ou lacrymogènes.

### **Article 27**

Il est défendu de faire des glissoires, de glisser, de patiner, de luger et de pratiquer des jeux de balles ou d'autres activités compromettant la sûreté et la commodité sur une partie quelconque de la voie publique, sauf aux endroits destinés ou réservés à cette fin.

### **Article 28**

Il est interdit de lancer des pierres ou autres projectiles dans la rue, places et voies publiques.

### **Article 29**

Les clôtures en fils barbelés ainsi que toutes autres clôtures réputées dangereuses sont interdites le long de la voie publique.

### **Article 30**

Les entrées de cave et les autres ouvertures donnant sur les trottoirs ou sur la voie publique doivent rester fermées. Elles ne peuvent être ouvertes que pendant le temps strictement nécessaire ou si des mesures nécessaires pour protéger les passants sont prises.

### **Article 31**

Il est interdit de placer sur les appuis de fenêtre ou autres parties des édifices bordant les voies publiques un objet quelconque sans prendre les dispositions nécessaires pour en empêcher la chute.

### **Article 32**

Sans préjudice de la nécessité de se munir des autorisations requises par d'autres dispositions légales ou réglementaires, tous les objets placés aux abords de la voie publique, apposés aux façades des bâtiments ou suspendus au-dessus de la voie publique, doivent être installés de façon à assurer la sécurité et la commodité du passage et ceci à une hauteur minimale de 3 mètres en tout point, toute sorte de frange ou bordure flottante comprise.

## **Section 5 Verglas**

### **Article 33**

Au cas où la circulation est devenue dangereuse ou difficile par la suite de verglas ou de chutes de neige, les occupants sont tenus de dégager suffisamment les trottoirs devant les mêmes immeubles. Ils sont obligés de faire disparaître la neige et le verglas, ou de répandre des matières de nature à empêcher les accidents.

Pour les bâtiments non occupés et pour les terrains non bâtis, ces obligations incombent au propriétaire et se limitent aux trottoirs définitivement établis et aux tronçons provisoires qui les relient.

En l'absence de trottoirs, les occupants sont tenus de ces obligations sur une bande garantissant le passage.

Pendant les gelées, il est défendu de verser de l'eau sur les trottoirs, les accotements ou toute autre partie de la voie publique.

### **Article 34**

Les personnes handicapées sont déchargées des obligations prévues à l'article qui précède dès lors que l'administration communale s'est substituée à elles. Une demande motivée de décharge des obligations prévues à l'article 33 est à adresser au collège des bourgmestre et échevins.

La décharge des obligations précitées devient effective trois jours après un accord écrit du collège des bourgmestre et échevins.

## **Section 6 Plantations**

### **Article 35**

Les arbres, arbustes ou plantes sont à tailler par ceux qui en ont la garde, de façon à ce qu'aucune branche ne gêne la circulation que ce soit en faisant saillie sur la voie publique ou que ce soit en empêchant la bonne visibilité.

En cas d'absence, ou de refus des propriétaires, l'administration communale pourvoira à l'exécution des travaux aux frais du propriétaire et sous sa seule responsabilité.

## **Chapitre II. – Tranquillité publique**

### **Article 36**

Il est défendu de troubler la tranquillité publique par des cris, des tapages excessifs et des jeux ou sports bruyants.

### **Article 37**

Les propriétaires ou gardiens d'animaux sont tenus de prendre les dispositions nécessaires pour éviter que des animaux ne troublent la tranquillité publique ou le repos des habitants par des aboiements, des hurlements ou des cris répétés.

### **Article 38**

L'intensité des sons ou du volume des appareils de radio et de télévision ainsi que de tous les autres appareils servant à la reproduction de sons, employés à l'intérieur des immeubles doit être réglée de façon à ne pas gêner le voisinage (Zimmerlautstärke). En aucun cas, ces appareils ne doivent être utilisés ni à



l'intérieur des immeubles quand les fenêtres ou les portes sont ouvertes, ni sur les balcons ou à l'air libre si des tiers peuvent être incommodés.

Les prescriptions des alinéas 1 et 2 valent également pour les instruments de musique de tout genre, ainsi que pour le chant et les déclamations.

#### Article 39

Il est défendu de faire fonctionner en public les appareils mentionnés au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 38 et cela notamment sur les lieux, places et voies publiques, lieux de récréation, jardins, bois et parcs publics.

Font exception les appareils se trouvant dans les véhicules privés, lorsque des tiers n'en sont pas incommodés.

#### Article 40

Défense est faite aux propriétaires et exploitants de débits de boissons, restaurants, salles de concert, lieux de réunion, dancings et autres lieux d'amusements d'y tolérer toute espèce de chant de musique, de faire fonctionner les appareils énumérés à l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 38 après 22 heures et avant 7 heures du matin. Toutefois, dans le cas où l'heure de fermeture a été reculée, cette défense ne s'applique qu'à partir de la nouvelle heure de fermeture.

#### Article 41

Sans préjudice des dispositions de l'arrêté grand-ducal du 15 septembre 1939 concernant l'usage des appareils radiophoniques, des gramophones et des haut-parleurs et sous réserve de la réglementation applicable aux foires, kermesses et autres réjouissances publiques dûment autorisées, l'usage des haut-parleurs installés à l'extérieur des maisons ou propageant le son au-dehors ainsi que des haut – parleurs ambulants est interdit de 22 à 7 heures. Sous les mêmes réserves, cet usage est interdit même le jour aux abords des écoles, des crèches, des lieux de culte, des cimetières, de l'hôpital et des institutions pour personnes âgées.

#### Article 42

Il est interdit de troubler le repos nocturne de quelque manière que ce soit.

Cette règle s'applique également à l'exécution de tous travaux entre 22 heures et 7 heures lorsque des tiers peuvent être importunés, sauf :

- en cas de force majeure nécessitant une intervention immédiate ;
- en cas de travaux d'utilité publique ;
- en cas des exceptions prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

#### Article 43

Il est défendu de laisser les moteurs tourner à vide, ainsi que de mettre en marche des motocycles ou des cycles à moteur auxiliaire dans les entrées de maisons, les passages et cours intérieurs de maisons d'habitation et de blocs locatifs.

Pendant la nuit le bruit causé par la fermeture des portières d'automobiles et des portes de garages, ainsi que par l'arrêt et le démarrage des véhicules ne doit pas incommoder les tiers.

#### Article 44

Lorsqu'il n'est pas possible d'éviter le bruit en faisant usage d'appareils, de machines ou d'installations de n'importe quel genre, il doit être rendu supportable

en limitant la durée des travaux, en les échelonnant ou en les faisant effectuer à des endroits mieux appropriés.

#### Article 45

Les travaux industriels et artisanaux bruyants doivent, dans la mesure du possible, être effectués dans des locaux fermés, portes et fenêtres closes.

#### Article 46

Sans préjudice des dispositions qui précèdent, les prescriptions suivantes sont applicables aux travaux de construction :

- Les machines employées à des travaux de construction ou d'aménagement doivent être actionnées par la force électrique lorsque cela est possible. A proximité des crèches, des écoles, des lieux de culte, des cimetières, de l'hôpital et institutions pour personnes âgées, un autre mode de propulsion ne peut être utilisé qu'avec une autorisation expresse du bourgmestre.

La présente disposition vaut également pour les marteaux automatiques et les perceuses.

- Lorsque des moteurs à explosion peuvent être utilisés, ils doivent être munis d'un dispositif efficace d'échappement silencieux.

- Le bruit des compresseurs ou des appareils pneumatiques, des pompes ou des machines semblables doit être atténué d'une manière efficace par des installations appropriées, notamment au moyen de housses absorbant les ondes sonores.

- Lorsque des tiers peuvent être incommodés, il est interdit d'employer des machines, qui par suite de leur âge, de leur usure ou de leur mauvais entretien provoquent un surcroît de bruit.

- Il est interdit de laisser tourner à vide des machines bruyantes.

- Les travaux bruyants, notamment les travaux de sciage doivent dans la mesure du possible, être effectués dans les locaux fermés, portes et fenêtres closes.

#### Article 47

De lundi à vendredi l'usage de tondeuses à gazon, de scies et généralement de tous autres appareils bruyants est interdit entre 22 heures et 7 heures.

Le samedi l'usage de tondeuses à gazon, de scies et généralement de tous autres appareils bruyants est interdit entre 18 heures et 7 heures.

Les dimanches et jours fériés, l'usage en est toujours interdit.

#### Article 48

Les propriétaires ou gardiens de systèmes d'alarme acoustique doivent prendre les dispositions nécessaires pour éviter que la tranquillité publique ne soit troublée par le déclenchement abusif des sirènes.

### **Chapitre III. – Ordre public**

#### **Section 1 Généralités**



#### Article 49

Sans l'autorisation du bourgmestre, il est interdit d'organiser des jeux ou concours sur la voie publique, d'y tirer des feux d'artifice, d'y faire des illuminations, d'y organiser des spectacles ou expositions.

#### Article 50

Il est défendu de signaler l'approche ou la présence des agents de la force publique dans le but d'entraver l'accomplissement de leur service.

#### Article 51

Il est interdit de battre ou de secouer les tapis, paillassons, couvertures, literies, torchons ou autres objets analogues sur la voie publique ou aux portes, fenêtres, balcons ou balcons-terrasses donnant immédiatement sur la voie publique. La même interdiction s'applique si ces portes, fenêtres, balcons ou balcons-terrasses, bien qu'ils ne donnent pas immédiatement sur la voie publique, font partie d'un immeuble occupé par plusieurs ménages.

D'une façon générale, il est interdit de vaquer à ce travail si les voisins ou les passants en sont incommodés.

#### Article 52

Il est défendu de paraître en public dans une tenue indécente ou pouvant donner lieu à scandale.

#### Article 53

Dans l'intérêt de la sécurité et de la commodité des usagers de la voie publique, de la salubrité et de la tranquillité publiques, il est interdit à toute personne de s'exposer sur la voie publique en vue de la prostitution.

#### Article 54

Il est défendu à toute personne de paraître dans les rues, places et lieux publics à visage couvert ou cagoulée.

#### Article 55

Lors de manifestations sportives et autres rassemblements, il est interdit de mettre en danger par son comportement la sécurité ou l'intégrité des participants et du public.

### **Section 2 Animaux**

#### Article 56

Les animaux doivent être élevés dans des conditions adaptées et propres à leur espèce.

#### Article 57

Il n'est permis de tenir dans les maisons d'habitation et leurs dépendances ainsi que dans le voisinage d'une habitation des animaux qu'à condition de prendre toutes les mesures d'hygiène nécessaires et d'éviter tout inconvénient quelconque à des tiers.

Il est de même interdit d'attirer des animaux quand cette pratique est une cause d'insalubrité ou de gêne pour le voisinage.

#### Article 58

Les animaux sont interdits dans les aires de jeux, cours d'écoles, magasins et autres endroits où une telle interdiction est affichée. Les présentes interdictions ne s'appliquent pas aux chiens d'assistance reconnus comme tels.

#### Article 59

Tout propriétaire de chien doit avoir en toutes circonstances et en tous lieux la maîtrise de son chien.

#### Article 60

Le propriétaire du chien doit pouvoir être identifié à n'importe quel moment et les chiens doivent être vaccinés surtout contre la rage.

#### Article 61

Les chiens de combats et tous autres chiens doivent être tenus par des dispositifs de manière à ce que la sécurité de toute personne physique soit garantie. Ces moyens peuvent être une clôture, mur ou autres adaptés à la taille du chien et assurant une sécurité visiblement suffisante.

### **Section 3 Feux et sécurité**

#### Article 62

Il est défendu d'allumer un feu sur la voie publique.

Les feux allumés dans les cours, jardins et autres terrains doivent être constamment surveillés et ne peuvent incommoder les voisins ni rendre la circulation dangereuse. Toutes les mesures de sécurité doivent être prises pour éviter une propagation du feu.

Il est défendu en outre :

- a) de placer de la braise ou des cendres non éteintes dans des récipients en matière combustible. Les récipients contenant ces braises ou cendres doivent être placés à des endroits où tout danger d'incendie et d'intoxication est exclu;
- b) de se servir d'une flamme ouverte pour l'éclairage, le chauffage ou le travail dans des endroits et locaux présentant un danger particulier d'incendie. Dans les cas où des travaux avec des appareils à flamme ouverte doivent être exécutés, toutes les mesures doivent être prises pour éviter l'éclosion d'un incendie;
- c) de fumer dans des endroits et locaux où sont manipulés ou entreposés des produits et matières facilement inflammables ou explosifs ;
- d) de faire des grillades en plein air de 22 heures à 10 heures, autres que celles autorisées lors des amusements publics;
- e) d'utiliser pour les grillades des combustibles engendrant de la fumée d'une manière excessive;
- f) de brûler des déchets sur tout le territoire de la commune;



Sont interdits également le stationnement et le parcage sur la voie publique des véhicules et engins transportant des produits facilement inflammables ou explosifs. Lors des arrêts pour le chargement et le déchargement, toutes les mesures de sécurité et de protection doivent être prises. Cette même défense vaut pour les véhicules et engins vides, ayant servi au transport de produits liquides ou gazeux facilement inflammables.

#### Article 63

Les propriétaires sont tenus d'entretenir constamment les cheminées en bon état. Il est interdit de brûler ou d'évaporer des produits, matières ou liquides pouvant engendrer des vapeurs, gaz ou fumées, susceptibles de former des particules nocives ou produire des cendres contenant des produits dangereux pour la santé ou incommodantes par leur odeur ou leur fumée.

#### Article 64

Il est défendu soit intentionnellement soit par manque de précaution de détruire, de salir ou de dégrader les voies publiques, leurs dépendances ainsi que toute propriété publique ou privée.

#### Article 65

Il est défendu de couvrir, de masquer de déplacer ou d'enlever de quelque façon que ce soit, les signes et signaux avertisseurs et indicateurs, plaques de rue, numérotage des constructions légalement établis.

L'administration procédera aux travaux de réparations et de réfections nécessaires à charge des auteurs des dégradations.

#### Article 66

Il est défendu d'escalader les bâtiments et monuments publics, les grilles ou autres clôtures, les poteaux d'éclairage ou de signalisation publics, ainsi que les arbres plantés sur la voie publique.

#### Article 67

Sauf autorisation du bourgmestre, il est interdit aux personnes physiques ou morales de droit privé de couvrir la voie publique de signes, emblèmes, inscriptions, dessins, images ou peintures.

#### Article 68

Il est défendu de manipuler des conduites, canalisations, câbles et installations publiques, notamment d'en manœuvrer ou dérégler les robinets ou vannes, et d'en déplacer les couvercles ou grilles et d'y introduire des matières quelconques.

#### Article 69

Toute perturbation de l'ordre public par des actes de vandalisme ou de malice est défendue.

#### Article 70

Dans les places de verdure et d'une façon générale sur toute la voie publique, il est interdit de grimper sur les arbres.

#### Article 71

Sur la voie publique et dans les lieux définis à l'article 70, il est défendu de dégrader les plantations de quelque manière que ce soit.

### **Chapitre IV – Pénalités**

Article 72 Sans préjudice des peines plus fortes prévues par la loi, les infractions aux dispositions du présent règlement sont punies d'une peine de police, à savoir d'une amende de 25 à 250 euros.

Pour les infractions prévues à l'article 69, le maximum de l'amende est porté à 2500 euros.

### Chapitre V. – Disposition abrogatoire

Article 73 Sont abrogées toutes les dispositions approuvées par le conseil communal et l'autorité supérieure contraires au texte du présent règlement de police.

Ainsi délibéré à Dalheim, date qu'en tête.

(Suivent les signatures)

Pour expédition conforme

Dalheim, le 24 octobre 2014

Le secrétaire,

Luc JUNG

Le bourgmestre,

Jos HEISBOURG



N° 300/15/CR

Vu et approuvé

Luxembourg, le 30 avril 2015

Pour le Ministre de l'Intérieur

p.s.d.